

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Consultant Services Division/Division des services
d'experts-conseils
11 Laurier St./11 Rue Laurier
3C2, Place du Portage
Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet West Memorial Building	
Solicitation No. - N° de l'invitation EH900-160145/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client 20160145	Date 2015-09-04
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$FE-172-67759	
File No. - N° de dossier fe172.EH900-160145	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-09-18	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Boujenoui(fe172), Nabil	Buyer Id - Id de l'acheteur fe172
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6145 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: West Memorial Building 344 Wellington Street Ottawa, Ontario	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification est émise pour corriger ce qui suit :**Question 006 :**

À la section 2.1, Objectif, on peut lire ce qui suit : « La présente étape vise à convertir les exigences du projet en paramètres spatiaux ». Les travaux décrits à la section DDP 5, Programme, doivent-ils être réalisés avant le début du projet? Comment l'équipe de l'expert-conseil doit-elle évaluer le niveau d'effort déployé pour cette tâche?

Réponse 006 :

« [...] convertir les exigences du projet en paramètres spatiaux » (Servis requis (SR) 2 Conception Schématique, 2.1 Objectif) est un énoncé général, qui se rapporte à la préparation de dessins à l'échelle. La section DDP 5 Programme comprend quatre sous-sections : 5.1 Programme fonctionnel, 5.2 Élimination des matières dangereuses et démolition sélective, 5.3 Protection du patrimoine et 5.4 Ouvrages temporaires. Un programme fonctionnel pourrait être élaboré dans le cadre d'un projet à venir, mais ne fera pas partie du présent projet. Toutefois, les autres sous-sections de la section DDP 5 Programme se rapportent aux travaux de l'expert-conseil dans le cadre du projet.

Question 007 :

Section 3.4.8, Conception écologique – L'analyse et le bilan énergétiques seront-ils préparés par l'expert-conseil de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)?

Réponse 007 :

La préparation de l'analyse fait partie des services requis dans le cadre de ce projet et n'incombera pas à l'expert-conseil en environnement.

Question 008 :

Section 3.4.9 Sécurité – Comment la structure de sécurité doit-elle être déterminée en l'absence d'exigences pour les intervenants?

Réponse 008 :

Veillez modifier les sections suivantes de l'énoncé de projet :

(1) Description du projet (DDP) 3 »Contexte du projet«

Supprimer :

DDP 3.9 Sécurité

Le système de sécurité est constitué de deux éléments principaux : des agents de sécurité, qui contrôlent manuellement la porte de sortie principale à l'entrée principale, et des alarmes antieffraction installées sur les portes extérieures. Le système actuel doit être maintenu tout au long de la construction.

Insérer:

DDP 3.9 Sécurité

Le système de sécurité actuel est constitué de gardiens de sécurité qui contrôlent manuellement la sortie principale par l'entrée du quai de chargement adjacent à la rue Bay. Les quatre entrées principales doivent être verrouillées en tout temps.

(2) Description du projet (DDP) 4 « Documentation disponible », section 4.2 « À mettre à la disposition du proposant retenu » :

Insérer :

- Infrastructure de l'immeuble de base – Examen de la sécurité [Direction de la sécurité ministérielle, TPSGC] – 2013)

(3) DDP 5 « Programme », section 5.5 « Sécurité » :

Insérer :

5.5 Sécurité

Les exigences des intervenants seront fondées sur les recommandations initiales précisées dans le document Infrastructure de l'immeuble de base – Examen de la sécurité [Direction de la sécurité ministérielle, TPSGC] – 2013) comme suit :

5.5.1 Portes du périmètre de l'entrée principale : Solution de rechange aux astragales

Afin de protéger le loquet ou la quincaillerie des portes contre l'effraction ou l'altération, la quincaillerie doit être inspectée et modifiée pour protéger le loquet en place et la quincaillerie des portes, de manière à respecter les documents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) G1-010 « Éléments du Code national du bâtiment 1995 touchant la sécurité » et G1-018 « Portes et cadres de portes ». Il est à noter que les portes d'entrée principales sont des éléments qui définissent le caractère.

5.5.2 Portes du périmètre de l'entrée principale : Dispositifs de fermeture automatique

Il est recommandé de réparer le mécanisme existant ou de sécuriser l'ouverture à l'aide d'un nouveau mécanisme de verrouillage répondant aux normes de la GRC. Conformément au document de la GRC G1-010 « Éléments du Code national du bâtiment 1995 touchant la sécurité », chaque porte installée dans les séparations coupe-feu, autres que les portes menant aux monte-charges et aux monte-plats, doit être équipée d'un dispositif de fermeture automatique conçu pour remplacer la porte en position fermée et verrouillée chaque fois qu'elle est ouverte. Il est à noter que les portes d'entrée principales sont des éléments qui définissent le caractère.

5.5.3 Tableaux indicateurs

Ces tableaux doivent être reliés et relayés vers le poste des gardiens pour que la Sécurité puisse intervenir immédiatement. Un tiers situé à l'extérieur du site devrait être mandaté pour assurer la surveillance continue (alarmes-incendie, détection de fumée, etc.). Les détecteurs de fumée sont en

mauvaise condition et il faut les nettoyer pour en assurer le bon fonctionnement. Avant de charger un tiers de la surveillance de ces alarmes, il faut confirmer qu'elles sont toutes opérationnelles.

5.5.4 Contacts de porte

Il est recommandé d'examiner tous les contacts de porte de l'immeuble et d'installer de nouveaux câblages pour garantir que tous les systèmes en place fonctionnent correctement, et de remplacer les unités défectueuses. Ces éléments doivent répondre aux normes de la GRC.

(4) DDP 8 « Services d'experts-conseils », section 8.3 « Services de génie et services spécialisés » :

Insérer :

- Sécurité

(5) Services requis (SR) 1 « Conception préalable », section 1.3 « Produits livrables »

Insérer :

- une évaluation du système de sécurité

Question 009 :

Section 4.2 Généralités – Veuillez indiquer les délais de traitement de TPSGC pour l'examen des soumissions.

Réponse 009 :

On prévoit deux semaines pour l'examen des soumissions effectué par les ressources techniques et l'équipe d'assurance de la qualité de TPSGC.

Question 010 :

Y a-t-il une ventilation des coûts établie pour le budget de catégorie D de 14 610 000 \$?

Réponse 010 :

L'estimation des coûts par élément qui suit a été préparée en février 2015.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EH900-160145/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20160145

Amd. No. - N° de la modif.
005
File No. - N° du dossier
fe172EH900-160145

Buyer ID - Id de l'acheteur
fe172
CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Élément	Ratio de locaux fournis par le gouvernement (LFG)	Quantité par élément	Taux unitaire par élément	Montant par élément	Coût/m ²	Montant	
C SERVICES							
C1 MÉCANIQUES					71,66 \$		
C11 Plomberie et réseau	1,00	32 741 m ²	20,59 \$	674 000 \$	20,59 \$		
C12 Protection-incendie	1,00	32 741 m ²	8,25 \$	270 000 \$	8,25 \$		
C13 Chauffage, ventilation et climatisation	1,00	32 741 m ²	36,83 \$	1 206 000 \$	36,83 \$		
C14 Réglementation et instrumentation	1,00	32 741 m ²	5,99 \$	196 000 \$	5,99 \$	2 346 000 \$	16 %
C2 ÉLECTRIQUES					36,83 \$		
C21 Service et distribution	1,00	32 741 m ²	5,96 \$	195 000 \$	5,96 \$		
C22 Éclairage, appareil et chauffage	1,00	32 741 m ²	19,91 \$	652 000 \$	19,91 \$		
C23 Systèmes auxiliaires	1,00	32 741 m ²	10,96 \$	359 000 \$	10,96 \$	1 206 000 \$	8 %
COÛT NET DE L'ÉDIFICE (emplacement non compris)					108,49 \$	3 552 000 \$	24 %
D AMÉNAGEMENT DE L'EMPLACEMENT							
D1 TRAVAUX SUR L'EMPLACEMENT					0,00 \$		
D11 Aménagement de l'emplacement	0,00	0 m ²	0,00 \$	0 \$	0,00 \$		
D12 Services mécaniques sur l'emplacement	0,00	0 m ²	0,00 \$	0 \$	0,00 \$		
D13 Services électriques sur l'emplacement	0,00	0 m ²	0,00 \$	0 \$	0,00 \$	0 \$	0 %
D2 TRAVAUX CONNEXES					175,19 \$		
D21 Démolitions	1,00	32 741 m ²	175,19 \$	5 736 000 \$	175,19 \$		
D22 Modifications	0,00	0 m ²	0,00 \$	0 \$	0,00 \$	5 736 000 \$	39 %
COÛT NET DE L'ÉDIFICE (emplacement compris)					283,68 \$	9 288 000 \$	
Z EXIGENCES GÉNÉRALES ET HONORAIRES							
Z1 EXIGENCES GÉNÉRALES ET HONORAIRES 21,0 %					59,56 \$		
Z11 Exigences générales	16,0 %	PRIX FORFAITAIRE		1 246 000 \$	45,39 \$		
Z12 Honoraires	5,0 %	PRIX FORFAITAIRE		464 000,00 \$	14,17 \$	1 950 000 \$	13 %
ESTIMATION DU COÛT TOTAL DE CONSTRUCTION (Imprévus non comprises)						11 238 000 \$	77 %

Z2 IMPRÉVUS	30,0 %		102,99 \$		
Z21 Imprévus de conception et coûts 20,0 %		2 248 000 \$	68,66 \$		
Z22 Imprévus pour le taux d'escalade et phasage du projet 0,0 %	NON COMPRISE	0 \$	0,00 \$		
Z23 Imprévus de construction 10,0 %		1 124 000 \$	34,33 \$	3 372 000 \$	23 %
TVH 0,0 %	NON COMPRISE	0 \$	0,00 \$	0 \$	0 %
ESTIMATION DU COÛT TOTAL DE CONSTRUCTION (imprévus comprises)				14 610 000 \$	100 %
SBP	32,741 m2			\$446/m2	
	352,421 pc			\$41/pc	

Question 011 :

Le coût des travaux d'élimination des matières dangereuses est-il compris dans le budget de 14 610 000 \$?

Réponse n 011 :

Oui, le coût des travaux d'élimination des matières dangereuses est compris dans l'élément D21 « Démolition ».

Question 012 :

A-t-on dressé un inventaire des principaux systèmes mécaniques, y compris les groupes de traitement de l'air?

Réponse 012 :

Est présenté ci-dessous un inventaire sommaire de l'équipement mécanique, dressé en fonction de l'information contenue dans le document « Guide des procédures de mise hors service de systèmes de bâtiments – TPSGC (CIMA+) – 2008 ». Il est à noter que certains des éléments répertoriés peuvent avoir été mis hors service.

Équipement mécanique	Type	N° du SGE	Quantité
Déshydrateurs d'air		40-147-	1
Compresseurs	CONTRÔLE	40-010-	2
Ventilateurs	REPRISE	30-260-	2
	SOUFFLAGE	30-260-	10
	EXTRACTION	30-270-	15
Ventilo-convecteurs		20-280-	43
Systèmes de chauffage	CONVERTISSEURS	20-170-	1
Détecteurs de gaz nocifs	MONOXYDE DE CARBONE (GARAGE)	30-098-	6
Pompes	CONDENSATS	20-405-	6
	CHAUFFAGE – PLOMBERIE POUR ÉTHYLÈNEGLYCOL	PAS DE NUMÉRO	2
	VIDANGE	50-400-	
Réservoirs	CONDENSATS	20-400-	3
Systèmes de ventilation	GROUPES DE TRAITEMENT DE L'AIR	30-050-	7
	UNITÉS DE CONDITIONNEMENT D'AIR MONOBLOC	30-025-	8
	UNITÉS DE CONDITIONNEMENT D'AIR À DEUX BLOCS	30-030-	7

Question 013 :

L'équipe retenue sera-t-elle autorisée à présenter une proposition dans le cadre d'un projet de réhabilitation subséquent? Interdira-t-on de quelque façon que ce soit à l'équipe du proposant retenu ou à ses sous-experts-conseils de participer à toute éventuelle phase de développement de cet immeuble?

Réponse 013 :

Le proposant retenu, les sous-experts-conseils et les spécialistes ne seront pas interdit à participer à des appels d'offres concurrentiels visant des services de consultation pour d'éventuelles activités de rénovation et d'aménagement de l'immeuble de base.

Question 014 :

Section DDP 3.8 Transports verticaux – Les recommandations du *Code de sécurité sur les ascenseurs et monte-charge* et les points de maintenance en suspens font-ils partie du présent mandat?

Réponse 014 :

Les recommandations du *Code de sécurité sur les ascenseurs et monte-charge* et les points de maintenance en suspens qui concernent les ascenseurs ne seront pas abordés dans le cadre du présent projet. Cependant, le monte-charge est opérationnel.

Question 015 :

Il semble que les travaux liés à la sécurité et aux communications ne fassent pas partie de la portée des systèmes électriques, mais qu'ils soient considérés comme des services distincts. Bien que ces travaux ne représentent qu'une charge de travail minimale, pouvez-vous préciser qui devra les réaliser?

Réponse 015 :

Voir la réponse à la question 008.

Question 016 :

Ma question concerne à la fois les travaux civils et municipaux. La demande de propositions indique que l'équipe de l'expert-conseil doit être capable de fournir ce service. Cependant, je ne vois aucune mention d'une portée de travaux civils et municipaux pour l'équipe de l'expert-conseil, sauf une brève mention dans la définition des services aux sections SR3 et SR4. Veuillez préciser la portée complète des travaux civils et municipaux.

Réponse 016 :

La portée des travaux est décrite dans la section Services requis, notamment dans les sections SR 3.4.4, Ouvrages civils et municipaux, et SR4.3.5, Conception du site. On ne prévoit pas apporter de modifications aux services existants de l'immeuble, et la construction se limitera à l'intérieur de l'édifice; cependant, une évaluation et des plans du site sont nécessaires.

Question 017 :

DDP 4 – Documentation disponible – section 4.1, page 28 de 100. Cette section indique que les éléments ci-dessous sont mis à la disposition de tous les proposants.

- a. Calendrier de projet
- b. Version préliminaire de la stratégie de conservation du patrimoine (Direction de la conservation du patrimoine, TPSGC) – 2014
- c. Lignes directrices en matière de conservation du patrimoine (Direction de la conservation du patrimoine, TPSGC) – 2014
- d. Rapport sur les substances désignées (DST Consulting Engineers Inc.) – 2014

Pourriez-vous fournir un lien vers ces documents? Ces renseignements ne figurent pas sur le site Achats et ventes et la demande de propositions ne précise pas comment les obtenir.

Réponse 017 :

Comme il a déjà été indiqué à la réponse 002 de la modification 002, cette documentation sera fournie sur CD, en communiquant avec le responsable technique.

Question 018 :

DDP 5 – Programme – section 5.2, page 29 de 100. Cette section indique que des travaux d'élimination des matières dangereuses et de démolition sélective doivent être réalisés « dans les zones où de nouveaux systèmes architecturaux, structuraux, mécaniques et électriques seront installés de façon temporaire afin de permettre la construction et la connexion des systèmes temporaires et permanents ». Veuillez confirmer si l'objectif consiste à réaliser tous les travaux d'élimination des matières dangereuses dans le cadre du présent contrat et s'il faut réaliser ces travaux seulement dans les zones où de nouveaux systèmes architecturaux, structuraux, mécaniques et électriques seront installés. Nous cherchons à déterminer la portée de ce travail et le niveau d'effort requis.

Réponse 018 :

Oui, l'objectif consiste à réaliser tous les travaux d'élimination des matières dangereuses dans le cadre du présent contrat. Le passage cité en référence indique que des travaux d'élimination des matières dangereuses doivent être réalisés dans les zones concernées avant le début des travaux; cependant, des travaux d'élimination des matières dangereuses doivent être réalisés dans toutes les zones en vertu du contrat.

Veuillez modifier les sections suivantes de l'énoncé de projet :**DDP 2 – Identification du projet, section 2.1 Aperçu :**

Supprimer :

2.1 Aperçu

- la coordination de l'enlèvement des substances désignées à l'intérieur de l'édifice en collaboration avec l'expert-conseil en environnement de TPSGC;

Insérer :

2.1 Aperçu

- la coordination de l'enlèvement de toutes les substances désignées à l'intérieur de l'édifice en collaboration avec l'expert-conseil en environnement de TPSGC;

Question 019 :

Section 7.2 Conservation du patrimoine, section 7.2.2 Énoncé de valeur patrimoniale. Le lien fourni (http://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_fhbros_fra.aspx?id=3821) concerne le Centre de conférences du gouvernement (l'ancienne gare ferroviaire) sur la rue Rideau, et non l'Édifice commémoratif de l'Ouest. Le lien exact est http://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_fhbros_fra.aspx?id=5596

Réponse 019 :

Veillez modifier les sections suivantes de l'énoncé de projet :

DDP 7 – Critères de rendement, section 7.2.2 Énoncé de valeur patrimoniale

Supprimer :

7.2.2 Énoncé de valeur patrimoniale

L'énoncé de valeur patrimoniale se trouve sur le site Web de l'Annuaire des désignations patrimoniales fédérales, à l'adresse suivante :

http://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_fhbros_fra.aspx?id=3821

Insérer :

7.2.2 Énoncé de valeur patrimoniale

L'énoncé de valeur patrimoniale se trouve sur le site Web de l'Annuaire des désignations patrimoniales fédérales, à l'adresse suivante :

http://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_fhbros_fra.aspx?id=5596

Question 020 :

Le sous-expert-conseil doit-il détenir une attestation de sécurité pour pouvoir répondre à la présente demande de propositions?

Réponse 020 :

Veillez vous reporter à l'EPEP 3.1.5 et à l'annexe F.

Question 021 :

Quelle est la marche à suivre pour obtenir une attestation de sécurité?

Réponse 21 :

Veillez communiquer avec l'autorité contractante indiquée dans la demande de propositions. Il est à noter que l'obtention de l'attestation de sécurité peut prendre plusieurs semaines ou mois, selon le niveau de sécurité demandé et des circonstances particulières.

Question 022 : En ce qui concerne la coentreprise, le client souhaite-t-il recevoir l'accord dans un format précis ou bien une lettre générale suffit?

Réponse 22 :

Veillez vous reporter à la section IG 14, Coentreprise, de la clause R1410T, Instructions générales.

Question 023 :

Est-ce que l'un des architectes qui fait partie de la coentreprise de l'expert-conseil principal peut également faire office d'architecte en conservation du patrimoine?

Réponse 023 :

La section EPEP 3.2.2, **Réalisations des spécialistes et des sous-experts-conseils clés dans le cadre de projets**, indique ce qui suit : « Si le proposant offre de fournir des services multidisciplinaires qui pourraient autrement être fournis par un sous-expert-conseil, il devrait l'indiquer ici ». Par conséquent, un membre de la coentreprise qui est le proposant peut également être l'architecte en conservation du patrimoine.

Question 024 :

Si l'architecte en conservation du patrimoine est aussi l'un des experts-conseils principaux, peut-on utiliser les mêmes projets à titre de référence dans les deux catégories? Si oui, cela aura-t-il une incidence sur la notation?

Réponse 024 :

Comme le précisait la réponse à la question 023, le proposant peut choisir d'inclure des projets connexes pour répondre aux EPEP 3.2.1 et 3.2.2. Dans ce cas, les projets présentés aux fins de l'EPEP 3.2.1 représenteraient la coentreprise en tant que proposant, tandis que ceux présentés pour l'architecte en conservation du patrimoine aux fins de l'EPEP 3.2.2 représenteraient la spécialité d'architecte en conservation du patrimoine.